



MARTIN BUREAU/AFP

Valls, l'enfumeur

Enquête

Il combat Dieudonné mais pas les délinquants. Les automobilistes mais pas les gangs de l'Est. Les Veilleurs mais pas les Femem. En vingt mois au ministère de l'Intérieur, Manuel Valls a plus soigné sa popularité que renforcé la sécurité des Français. Portrait-vérité d'un tigre de papier passé maître dans l'art de la dissimulation.

18 Délinquance : les chiffres qui accusent

20 Populaire, mais fragile

21 Taubira, la complice

22 Entretien avec Alain Bauer

Dossier coordonné par Arnaud Folch

Il a tout prévu. Comme d'habitude, une bonne communication suffira. Ils n'y verront que du feu. Le 22 janvier au soir, Manuel Valls sait que les chiffres de la délinquance (*lire page 18*), que s'apprête à publier l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), seront mauvais. Depuis la Place Beauvau, il organise la riposte. Avec ses conseillers en communica-

tion, Valls planifie sa journée du lendemain, qui doit étouffer au maximum la portée de son échec.

Un déplacement est prévu à 7 h 30 à la sûreté départementale de Melun (Seine-et-Marne). Parfait pour inonder les matinales des radios et télévisions de sons et d'images de lui entouré d'uniformes. À 14 heures, il sera de retour à Beauvau, pour répondre aux journalistes sur ces maudits chiffres de la délinquance. Il suffira d'éluder les questions, d'expliquer que les chiffres sont mal compris, qu'ils traduisent mal la réalité du terrain.

Valls interdit aux parlementaires réputés proches de lui de se répandre sur les plateaux pour défendre l'indéfendable. Il cadre sa communication : le 20 heures de France 2, le lendemain, fera l'affaire. Il se fera martial et rappellera, l'air grave, que la sécurité n'est « *ni de gauche ni de droite* ».

Tout ira pour le mieux et il pourra, le lendemain, s'envoler avec le président pour le Vatican.

On oubliera sa pantalonnade. Comme on a oublié son échec quand il a annoncé avoir « évacué » 20 000 Roms alors qu'il jurait quelques semaines plus tôt que ceux-ci n'étaient qu'au nombre de... 20 000 sur le territoire français. Comme on a oublié qu'au soir du 31 décembre, trois personnes ont trouvé la mort, poignardées, alors qu'il était occupé à traquer l'humoriste Dieudonné. Comme on oubliera les critiques de l'opposition,

“Sa vie est un calcul. Ses amis sont des calculs. La façon dont il sourit est un calcul.”

dont celle de François Fillon, qui l'accuse d'être « un illusionniste qui bondit sur les faits divers et instrumentalise les polémiques de façon parfois indécente ». On passera à une autre séquence. Oubliée, la délinquance. Ils n'y auront vu que du feu.

Cette entreprise de communication, Valls en a fait sa marque de fabrique, depuis le secrétariat national à la communication du PS, en 1995, jusqu'à la direction de la communication du candidat Hollande, en 2012, en passant par la communication et la presse sous Jospin à Matignon, en 1997. « Valls, s'il y a un espace, il l'occupe. C'est un guerrier. Il prend tout ce qu'il y a à prendre. Et si on ne l'arrête pas, il continue. C'est comme ça qu'il prend le pouvoir », résume l'un de ses proches dans *Valls, à l'intérieur*, l'éclairante biographie du “premier flic de France”, publiée chez Robert Laffont par les journalistes du *Monde* David Revault d'Allonnes et Laurent Borredon. Au gré d'anecdotes, de témoignages et d'analyses, les auteurs décrivent un animal politique à l'ambition démesurée, aux méthodes décomplexées, ainsi que sa « stratégie de harcèlement médiatique pour une perpétuelle guérilla politique ».

« Il y a une caractéristique qu'il ne peut pas masquer, c'est son ambition, confie ainsi un intime. Pas de double jeu. Il a compris que le moyen le plus judicieux de s'imposer, c'est par l'extérieur, par l'opinion, les médias. Quitte à crisper, énerver. » Des crispations, il en suscite d'abord au sein du PS, dont

l'aile gauche ne lui pardonne pas de trancher avec ses lubies immigrationnistes. Au moment de l'affaire Leonarda, nombre des membres de la frange dure du parti ont hésité à demander sa tête à Hollande. Ils en sont restés aux velléités, mais les lames sont demeurées aiguisées. « La ligne de conduite de Manuel n'est servie que par son ambition, décrypte ainsi, amer, un Strauss-Kahnien. Un arrivisme permanent qui fait qu'il n'est jamais lui. [...] Sa vie est un calcul. Ses amis sont des calculs. La façon dont il sourit est un calcul. » D'autres pointent l'inconsistance du ministre, aux convictions sacrifiées sur l'autel de l'ambition : « Il profite de la stature ministérielle et de sa popularité pour construire un réseau, qui n'est pas idéologique, mais de soutien à sa dimension ministérielle, veut croire le député Jérôme Guedj, leader du courant Maintenant la gauche. Après, il gagnera les cœurs dans un moment de grande dépolitisation à gauche. »

Gagner les cœurs, pourtant, Valls s'y emploie déjà. Fort d'une popularité qui, même si elle est fragile (*lire page 20*), fait pâlir d'envie ses collègues du gouvernement, le ministre sait qu'il ne doit pas se couper de la gauche. Alors il cogne. De préférence sur des cibles de choix, sans défense, quitte à négliger de vraies menaces. En “faux dur” champion du deux poids, deux mesures, Valls s'attaque ainsi à tout ce qui, dans son horizon, rappelle les drapeaux bleu, blanc, rose de La Manif pour tous : interpellations et gardes à vue abusives hier, traque des Veilleurs qui continuent à se rassembler sur des lieux symboliques aujourd'hui.

Dans le même temps, des Femmes hystériques peuvent s'attaquer sans vergogne aux églises, aux cortèges et aux symboles de la chrétienté, le

Il traque les “intégristes” et l’“ultradroite”. Tant mieux pour les délinquants.

ministre des cultes ne bronche pas. Ses ennemis ? Les « intégristes de l'ultradroite catholique » ou les automobilistes, qui, bientôt, ne pourront plus rouler à plus de 80 kilomètres-heure sur les routes départementales, plutôt que, selon le général Soubelet, numéro trois de la gendarmerie entendu en janvier par le Sénat, les cambrioleurs, dont un sur dix est arrêté et 65 % sont remis en liberté. Dans le même temps, les bijoutiers, comme à Nice ou à Sézanne, tirent sur leurs agresseurs pour sauver leur peau...

Trahissant sa morgue et ses certitudes, le rictus de Valls prouve, enfin, qu'il ne souffre aucune contradiction. Été 2012. Le ministre passe ses vacances dans le sud de la France avec des amis, parmi lesquels Jérôme Cahuzac. Le 13 août, jour de son anniversaire, lui est offerte une boîte de chocolats délestée des trois quarts de son contenu par une hôte mutine. Stupéfait en ouvrant son cadeau, Valls proteste pour s'entendre répondre, allusion à la taxe à 75 %, promesse phare de François Hollande : « Tu vois ce que ça fait de se faire voler 75 % de ce qu'on a ? » Il ne prendra pas la peine de rire.

Dans la fausse rivalité orchestrée par les médias entre l'Intérieur et la Justice (*lire page 20*), le ministre trouve son compte. À lui l'autorité de l'État, l'incarnation des valeurs de la

Polémique La sécurité de Hollande en question

Interrogé au sujet de la protection du chef de l'État après la révélation de ses rendez-vous avec Julie Gayet, Valls s'est montré catégorique : « Le président de la République est protégé tout le temps, aussi bien dans ses déplacements publics que dans la sphère privée, par une soixantaine de fonctionnaires de police et de gendarmerie. » Auteur des photos parues dans *Closer*, Sébastien Valiela affirme le contraire. Selon

lui, « le président se trouvait sans aucune sécurité, même à l'extérieur », ajoutant qu'il l'avait vu « faire le tour du pâté de maisons sur son scooter, le casque pas attaché et sans aucun véhicule derrière ». La « mise en danger » du chef de l'État est aussi attestée, entre autres, par l'ancien commissaire divisionnaire du SPHP (service de protection des hautes personnalités) Éric Stemmelen. A. F.

► République, l'intransigeance face aux « sauvages » jadis décrits par Chevènement, aujourd'hui devenus de vrais barbares... À Taubira le laxisme, la candeur et la fausse douceur maternelle. À lui l'aile "réaliste" du PS et la sympathie des sondages. À elle le rôle d'icône de la gauche folle, d'égérie de la frange la plus libertaire et permissive de la majorité socialiste...

“Premier flic” d’une France apeurée, il veut avant tout combattre le FN.

La réalité, pourtant, rattrape encore Manuel Valls. L’incapacité du ministre de l’Intérieur à s’opposer à la politique de sa collègue de la Place Vendôme bat en brèche cette théorie du marteau et de l’enclume. Pis : les deux “tourtereaux” du gouvernement apparaissent désormais comme des pantins destinés à asseoir la majorité parlementaire de Hollande.

Que reste-t-il, une fois dissipé cet écran de fumée ? En bon politique, Valls ne néglige pas ses petits intérêts, organisant, aux frais de l’État, une pré-campagne pour les élections municipales, avec le motif avoué – il se veut « l’arme anti-FN du gouvernement » – de faire reculer le Front national sur les terres où il est en passe de réaliser des scores importants : Carpentras, Orange, Bollène, Avignon, Chambéry, Forbach, Hénin-Beaumont l’ont ainsi accueilli.

Cette certitude de détenir la vérité, ce goût prononcé pour utiliser la force afin d’imposer ses vues, trahis par un visage de marbre quand l’homme est mis face à ses contradictions, n’ont pas échappé aux membres du Front national. Ces dernières semaines, Valls y a gagné un surnom, en souvenir du rôle de milicien de la Gestapo, perfide, lâche et profondément vicieux, campé par Gérard Jugnot dans le film de Jean-Marie Poiré *Papy fait de la résistance* : Adolfo Ramirez. ● Geoffroy Lejeune et Isabelle Marchandier

Anne Gravoïn Conseillère de l’ombre

Violoniste de talent – on l’a vue accompagner, notamment, la tournée de Johnny Hallyday –, Anne Gravoïn partage la vie de Manuel Valls et s’affiche avec lui, comme dans *Paris Match*, en août dernier. Discrète, elle exerce son autorité sur... la garde-robe du ministre de l’Intérieur, et c’est à elle qu’on doit les chemises parme, grises ou violacées, assorties de cravates ton sur ton, de son ministre de mari. L’objectif est de se distinguer

dans le paysage politique traditionnel. Moins anecdotique, en revanche, est son rôle dans l’affaire Dieudonné : de nombreuses sources, Place Beauvau, attestent du “jusqu’au-boutisme” d’Anne Gravoïn, elle-même membre de la communauté juive, dans la lutte contre l’humoriste controversé. Une influence qui expliquerait que Manuel Valls ait mis tout son poids dans un combat pourtant loin d’être prioritaire... G. L.

Délinquance : les chiffres qui accusent

Bilan vérité

Le rapport annuel de l’ONDRP (Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales) le révèle : tous les indicateurs en matière de vols, de cambriolages, d’effractions et d’actes de violence sont au rouge.

Cambriolages, vols, atteintes à l’intégrité physique... : 2013 a été l’année de tous les records pour les actes de délinquance. Les cambriolages enregistrés par la police dans les zones urbaines ont en effet augmenté de 6,4 %. Et jusqu’à 17,7 % pour les “cambriolages de résidences secondaires”. Les chiffres enregistrés par la gendarmerie en zones rurales sont à peine moins inquiétants : + 4,7 % par rapport à 2012. En additionnant les cambriolages d’habitations principales et secondaires et ceux concernant les entreprises, la France en dénombre aujourd’hui, sous l’ère Valls, pas moins de 1 021 par jour !

Face à ces chiffres, publiés le 23 janvier par l’ONDRP, le ministre de l’Intérieur botte en touche. « *Il ne faut pas tout confondre* », a-t-il tenté de rassurer, l’air grave, lors de sa conférence de presse organisée le même jour. La vérité, pourtant, n’a rien de rassurant. Tout au contraire. Le rapport annuel de l’ONDRP constitue un véritable réquisitoire contre la politique suivie par Manuel Valls.

“Les résultats sont là”, clame Valls contre toute évidence, quand les statistiques officielles l’accablent.

C’est ainsi, concernant les vols à la tire, notamment de sacs à main, cartes de crédit et téléphones portables, qu’en 2013, police et gendarmerie ont comptabilisé 113 039 actes, soit une augmentation de presque 12 300 vols à la tire en un an !



Anne Gravoïn, atout charme du ministre, mais aussi discrète inspiratrice.



Idem pour les atteintes volontaires à l'intégrité physique : là encore, les chiffres parlent d'eux-mêmes, aux antipodes de l'image d'efficacité que parvient à se donner Valls à grand renfort de communication. En zone police, les "vols avec armes blanches" ont bondi de 5,5 %, les "tentatives d'homicides pour voler" de 19,6 %. On a dénombré, toujours en zone police, 114 148 "vols avec violences" en 2013.

Confronté à ces chiffres, aussi implacables que ceux de la hausse continue de l'immigration (*lire encadré ci-contre*), Valls va jusqu'à nier la réalité. « *Les résultats sont là !* », a-t-il déclaré, pointant, çà et là, des « *signaux positifs* » aux allures d'écran de fumée. « *Depuis la première seconde où j'ai pris mes fonctions, j'ai été comptable de l'action menée. Et j'entends être un comptable exigeant des faits, pour dire ce qui a été réalisé.* » Autre défausse, bien qu'il soit aux manettes depuis près de deux ans : la mise en cause répétée de ses prédécesseurs. « *Les choix budgétaires du précédent gouvernement ont affaibli le service public de sécurité, qui doit accomplir ses missions avec beaucoup moins de moyens qu'en 2008* », explique-t-il.

Mais il est impossible, avec les chiffres, de masquer son bilan calamiteux. Au total, en France, le nombre d'"atteintes volontaires à l'intégrité

physique" (regroupant les "violences physiques crapuleuses" et "non cra-

"Le pire ministre de l'Intérieur depuis dix ans", selon Christian Jacob.

puleuses", les "violences sexuelles" et les "menaces et chantages") a augmenté de 9 734, soit 494 298 actes en

2013. À l'épreuve des faits, Valls est bien, comme l'a dit Christian Jacob, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, « *le pire ministre de l'Intérieur depuis dix ans* ».

Un dernier chiffre pour s'en convaincre : sur 4 millions d'affaires, 2,6 millions d'entre elles ont été classées pour défaut d'élucidation... Près des deux tiers ! ● Pierre Dumazeau

Immigration Un bilan inquiétant

Expulsions en baisse, régularisations en hausse. C'est le bilan de Manuel Valls vingt mois après son arrivée place Beauvau. Selon les chiffres de la police aux frontières (Paf), 21 000 étrangers en situation irrégulière ont été expulsés du territoire en 2013 : 15 000 de moins en un an. Le ministre de l'Intérieur explique cette baisse par l'abandon, en février, des "retours subventionnés" (8 500 en 2012) dont profitaient notamment les Roumains et les Bulgares : beaucoup empochaient la prime au retour... avant de revenir en France ! Manuel Valls insiste aussi sur le démantèlement de 200 filières d'immigration clandestine en 2013. La chute des expulsions n'en est pas moins considérable. Parallèlement, l'assouplissement des critères relatifs au séjour a débouché sur la régularisation

de 46 000 étrangers clandestins, soit 30 % de plus qu'en 2012. Manuel Valls a par ailleurs annoncé qu'il voulait porter à 100 000 le nombre des naturalisations : 61 % des demandes ont été satisfaites l'an dernier, au lieu de 40 % en 2011. Le ministre de l'Intérieur a promis de présenter prochainement un bilan détaillé. La diminution des expulsions intervient alors que la part des étrangers dans la délinquance augmente depuis plusieurs années : en 2012, 18,6 % des personnes mises en cause par la police sont de nationalité étrangère (127 700 sur 687 700, selon l'ONDRP). Ce chiffre, en constante augmentation depuis 2008, atteint 27,7 % pour les vols – et même 83,5 % pour les vols à la tire ! Enfin, la part des étrangers mis en cause dans les atteintes volontaires à l'intégrité physique hors vol est de 16,1 %. Hévrard Rondot



Taubira, la complice

Jeu de rôle

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice sont beaucoup plus proches qu'on ne le croit. « Nous formons un beau couple », dit le premier à propos de la seconde.

Manuel Valls et Christiane Taubira se sont certes affrontés lors des discussions sur la réforme pénale. En juillet 2013, le ministre de l'Intérieur adresse une note confidentielle à François Hollande, qui fuitera dans la presse, soulignant la dangerosité et la « *légitimité fragile* » du projet de loi défendu par sa collègue. Conclusion au vitriol de la note de Valls : « *L'écart entre nos analyses demeure trop important et appelle une clarification de nos orientations politiques.* » Pourtant, derrière les querelles par courriers interposés, le duo est en réalité particulièrement soudé. Humainement et politiquement. « *Valls et Taubira, c'est bonnet rose et rose bonnet* », résume, dans un grand éclat de rire, le député UMP Guillaume Larrivé.

Depuis leurs nominations, ce sont même six déplacements en commun qu'ont effectués les deux ministres. L'un et l'autre en profitant, à chaque fois, pour rappeler leur proximité. À

“Elle sait combien j'ai de l'affection pour elle”, dit Valls au sujet de sa collègue Taubira.

Marseille, le 21 septembre 2012, c'est Valls qui ouvre le bal : « *Nous nous déplaçons ensemble. Elle sait combien j'ai de l'affection pour elle, [...] combien nous partageons la même conception de la République* », lance-t-il. Et Taubira, en réponse, de souligner « *l'amitié* » et « *l'estime réciproque qui [les] lie* ».

Le chef de l'État lui-même n'ignore rien de la complémentarité de ses deux ministres, qui jouent de leurs différences factices pour occuper les médias et séduire, chacun, un pan de l'électorat de gauche : le plus à droite

► Populaire, mais fragile

Opinion

Au plus haut dans les sondages, Valls vient cependant de connaître sa première grosse chute. Le signal d'une prochaine décrue ?

À la question « Avez-vous le sentiment que, depuis la nomination de Manuel Valls au poste de ministre de l'Intérieur en mai 2012, la délinquance a augmenté, diminué ou est restée stable ? », les Français ne sont que 35 % à répondre « a augmenté ». Alors même que la question leur a été posée au moment précis où étaient révélés les chiffres de la délinquance en 2013, faisant apparaître une explosion sans précédent de celle-ci (lire page 18).

“Les Français ne veulent pas qu'il se disperse”, dit Fourquet pour expliquer sa chute.

C'est dire si le ministre de l'Intérieur a su soigner son image. « *Les Français lui savent gré de ne pas être dans le déni de la réalité, ce qu'ils reprochent souvent à la gauche, de tenir un discours de fermeté et de “mouiller son maillot”* », explique Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop. Mais, dans

une France en quête d'autorité, endosser l'uniforme de premier flic de France vaut déjà *satisfecit* : en mai 2012, il a suffi à Valls d'être nommé Place Beauvau pour grimper de 54 à 66 % d'opinions favorables. Qu'importe, ensuite, les poussées de violence : ses discours martiaux lui ont permis d'asseoir sa popularité. Et même de l'augmenter... « *En mai 2013, lors des incidents fortement médiatisés au Trocadéro, à Paris, sa cote est passée de 65 à 70 %, rappelle Jérôme Fourquet. Idem lors des émeutes de Trappes, qui l'ont vu progresser jusqu'à 73 % de jugements positifs.* »

Pour la première fois depuis sa nomination à l'Intérieur, Valls vient cependant de perdre 7 points dans le dernier baromètre Ifop-Paris Match. Certes, il reste majoritairement populaire dans tous les électors (excepté celui du Front de gauche) : 56 % à l'UMP, 60 % chez Europe Écologie-Les Verts, 64 % au FN, 70 % à l'UDI, 80 % au PS... Mais cette chute, qui fait suite à sa « déclaration de guerre » à Dieudonné, le démontre, selon Fourquet : « *Les Français réclament son implication de tous les instants au service de leur sécurité, ils ne veulent pas qu'il se disperse.* »

Venant après l'épisode Dieudonné, son tour de France anti-FN risque ainsi de lui faire perdre de nouveaux points. Combien de temps lui reste-t-il avant d'être rattrapé par son bilan ? « *Difficile de le prédire*, répond le sondeur, *mais les prochaines enquêtes d'opinion, venant après la publication des chiffres de la délinquance, fourniront une première indication.* » ● Arnaud Folch

Valls et Taubira. Artificiellement opposés, ils sont en réalité "bonnet rose et rose bonnet", selon la formule du député Guillaume Larrivé.

Politique
Valls, l'enfumeur



qu'« il faut éviter d'évoquer la traite négrière arabo-musulmane pour que les jeunes Arabes ne portent pas sur leur dos le poids de l'héritage des méfaits [de leurs ancêtres] » – afin de rejeter la responsabilité de l'esclavage sur les seuls Occidentaux.

“Je suis celui qui connaît le mieux Christiane Taubira. Nous formons un beau couple dédié à l'État de droit.”

En novembre dernier, lors du meeting “contre les extrémismes” du PS à la Mutualité à Paris, le ministre de l'Intérieur a même rendu le plus vibrant des hommages à la garde des Sceaux : « Moi, parmi vous, s'est-il enflammé à la tribune, je suis celui qui connaît le mieux [...] Christiane Taubira. Progressivement, malgré les analyses, les avis [...], nous formons, je le dis, un beau couple [...] dédié à l'État de droit. »

Orateur du groupe UMP durant les débats sur le “mariage pour tous”, Hervé Mariton en est convaincu : « Valls n'a rien d'un homme de droite, dit-il, et Christine Taubira le sait bien. L'opposer à sa collègue de la Justice n'a aucun sens. » Le ministre de l'Intérieur ne dit pas autre chose. Interrogé le 19 août sur sa relation avec l'ancienne indépendantiste guyanaise, il déclarait qu'entre eux, « il n'y a pas eu de querelle, il y a eu des débats ». Quelques jours après, la garde des Sceaux elle-même affirmait : « Manuel Valls et moi, on ne joue pas [...], nous nous connaissons depuis des années. [...] Nous nous parlons, nous nous téléphonons, nous rions. [...] Si vous saviez à quel point nous rions ensemble! » ● Pierre Dumazeau ▶

pour Valls, le plus à gauche pour Taubira. « Valls et Taubira ne sont pas tombés dans la caricature de l'opposition entre justice et police », se réjouissait Hollande devant des proches au cours de l'été 2013.

Difficile en effet, hors quelques anicroches aux allures de permanent jeu de rôle, d'opposer dans les faits celle qui veut supprimer toute peine de pri-

son ferme inférieure à cinq ans et celui qui affirme être déterminé à lutter contre l'immigration clandestine... tout en régularisant à tour de bras.

Jamais Valls ne s'est offusqué des positions de Taubira en faveur de la GPA (gestation pour autrui). Ni lorsque celle-ci, militante passionnée d'une repentance à marche forcée, déclarait

Décrochage **Policiers et gendarmes au bord du burn-out**

Ils étaient des centaines à manifester le 22 janvier, dans toute la France, à l'appel de deux de leurs syndicats, Alliance Police nationale et Unité SGP police Force ouvrière. Comme leurs collègues, ils dénoncent un manque d'effectifs qui les oblige parfois à mener à deux des interventions nécessitant quatre personnes, une position de faiblesse quand il faut évoluer dans des zones sensibles. La situation est aussi très tendue dans la gendarmerie nationale. En octobre 2013, son directeur général, Denis Favier, s'inquiétait

devant les députés d'une diminution des crédits de l'institution (jusqu'à – 43 % pour les seules dépenses d'investissement), encore aggravée par le “surgel” décidé par Bercy en cours d'année... Au même moment, le député UMP Nicolas Dhuicq déplorait « qu'aucun véhicule n'ait été acheté » par la gendarmerie en 2013. Une mesure symbolique mais coûteuse (1,3 million d'euros) ajoute encore au malaise des policiers : l'obligation de porter sur l'uniforme un matricule depuis le 1^{er} janvier, ce qui permet aux

particuliers de dénoncer les agents d'un simple clic en cas de litige. La plupart y voient une marque de défiance à leur égard, d'autant plus déplacée qu'ils jugent les magistrats beaucoup trop cléments envers les délinquants qu'ils arrêtent : « On a l'impression de remplir un panier percé », s'agace un policier. En conséquence, le burn-out guette sérieusement les agents : le service de soutien psychologique opérationnel a reçu 55 000 appels en 2012, un chiffre en constante augmentation. H. R.

► “Sarkozy supérieur à Valls”

Entretien avec Alain Bauer

Professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers, à New York et à Pékin, proche de Nicolas Sarkozy, qu'il a conseillé, et parrain d'un des fils de Manuel Valls, Alain Bauer fait le bilan de l'année qui s'est écoulée en matière de délinquance.

Manuel Valls a commenté la semaine dernière les chiffres de la criminalité en pointant du doigt la délinquance étrangère venant de l'Est. Les Français ont le sentiment d'être de plus en plus exposés aux bandes “importées”...

Plus qu'un sentiment, c'est une réalité qui n'est pas nouvelle. Le véritable problème de la criminalité récente vient de l'absence de frontières. De nombreux idéologues estiment que mieux contrôler ou fermer les frontières serait contraire à une certaine idée de l'échange, de l'ouverture internationale et de l'Europe. En facilitant ce dispositif, on crée mécaniquement des problèmes de criminalité qui se sont multipliés.

Vous parlez de populations issues d'Europe de l'Est, mais on parle peu des populations venues d'Afrique...

Effectivement. Pourtant, l'ONDRP (Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales) a expliqué dans deux études très honnêtes le problème de la “surdélinquance” des ressortissants originaires du Maghreb et du Sahel. Ce problème en soulève un autre : celui de notre mode d'intégration nationale et de notre refus des statistiques ethniques. Il faut admettre qu'il y a toujours eu un lien entre les jeunes hommes issus des vagues successives d'immigration et la criminalité.

Qu'avez-vous pensé des récentes déclarations du général Soubelet, numéro trois de la gendarmerie, qui a affirmé que le système pénal français ne permet pas de faire baisser la délinquance ?

Je constate que le général Soubelet a dit la vérité avec honnêteté et mesure. Dans une chaîne pénale, le maillon faible donne l'état de résistance de toute la chaîne. Le maillon faible aujourd'hui, c'est la justice, pas tellement parce qu'elle fait mal son travail, mais parce qu'elle est marquée par ce que j'appelle la “théolo-

“Sarkozy avait un avantage sur Valls : son obsession de l'efficacité.”

Alain Bauer

gie de la libération” qui considère que toute politique pénale forte est injuste et discriminatoire, tout particulièrement à l'égard des populations issues de notre ancien espace colonial. Certains se disent : “Nous sommes responsables de les avoir maltraités par le passé, donc nous n'allons pas les punir.”

Christiane Taubira et Manuel Valls servent le même gouvernement et souvent donnent l'impression de ne pas être d'accord...

C'est sûr qu'il existe une incohérence naturelle entre Intérieur et Justice. Mais cette incohérence était déjà présente dans le programme de François Hollande, qui semble aujourd'hui, sur le dossier judiciaire comme il y a peu sur l'économie, en décalage avec la réalité. Manuel Valls a remporté de nombreux arbitrages, même si la mise en scène de ces succès n'a pas toujours ménagé tout le monde.

Manuel Valls est souvent comparé à Nicolas Sarkozy lorsqu'il était ministre de l'Intérieur. Vous connaissez très bien les deux hommes : comment les positionnez-vous ?

Nicolas Sarkozy, place Beauvau, a certainement été l'un des plus grands ministres de l'Intérieur que le pays ait connus, à la fois par son dynamisme, sa volonté, mais aussi par son efficacité dans la reconquête des territoires et les moyens qu'il avait pu obtenir. Manuel Valls est là depuis quelques mois, il faut laisser du temps au temps. Il ressemble effectivement à Nicolas Sarkozy dans son mode de communication, mais fort peu dans son caractère et son mode d'organisation. Sarkozy avait un avantage : son expérience ministérielle antérieure et son obsession de l'efficacité. Son objectif était d'avoir les meilleurs résultats possibles pour devenir président de la République ; ce n'est pas exactement la même chose pour Valls.

L'action de Nicolas Sarkozy n'était-elle pas au-dessus de celle conduite par Manuel Valls ?

Oui, en termes d'expérience et de moyens, mais la dynamique et la volonté sont comparables. Nicolas Sarkozy a d'ailleurs été l'un des premiers à “repérer” Manuel. ●

Propos recueillis par
Louis de Ragueneil
et Pierre Dumazeau

